



Capital corrosif, dépendance économique et dynamique géopolitique

Ghazi Boulila*

L'ASECTU n'endosse aucune responsabilité et les propos relèvent uniquement de l'auteur

Ce Policy Brief est soutenu par Savoirs éco, projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France qui vise à appuyer les Structures Productrices de Savoirs à vocation Économique (SPSE) en Tunisie.



* Professeur d'économie à l'ESSEC de Tunis

La présente note tente d'analyser comment le capital corrosif influence les décisions économiques et politiques des pays fragiles et fragilisés. La concurrence stratégique entre les puissances mondiales est marquée par des rivalités économiques et des différences idéologiques qui conduisent à la domination économique et politique des pays moins développés qui seront victimes du chantage et des sanctions en cas de divergences politiques. La dynamique évolue constamment et aura des implications importantes pour l'avenir des relations internationales et des positions géopolitiques.

QUEL EST LE LIEN ENTRE LE CAPITAL CORROSIF, LA DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET LA DYNAMIQUE GÉOPOLITIQUE ?

Lorsque l'aide économique, la dette non productive et les investissements provenant principalement de pays ou d'organismes partisans sont utilisés pour influencer et contrôler d'autres pays, ils sont considérés comme capitaux corrosifs. Ces capitaux cherchent les failles de gouvernance des pays bénéficiaires pour les fragiliser et les dominer économiquement et politiquement.

Les grandes puissances mondiales et régionales, qui pratiquent ce type de comportement, se confrontent entre elles pour élargir leurs zones d'influence et consolider ainsi leurs positions géopolitiques, ce qui génère des conflits et même des guerres.

EXEMPLES DE CAPITAUX CORROSIFS

La dépendance de l'Europe à l'énergie russe et la guerre Ukraine-Russie

La dépendance de l'Europe à l'énergie russe a été considérée par les États-Unis d'Amérique comme un capital corrosif. Plusieurs pays européens, surtout l'Allemagne, ont importé une partie importante de leur consommation en gaz naturel, pétrole et charbon de Russie. Cette dépendance a consolidé la position économique de la Russie et a accentué les tensions géopolitiques. L'éclatement de la guerre entre l'Ukraine et la Russie a été une occasion pour saboter les gazoducs entre l'Europe et la Russie. Ces infrastructures sont nécessaires pour le transport du gaz naturel. Les saboteurs visent à minimiser l'influence du capital corrosif russe par la réduction de la dépendance énergétique de l'Europe vis-à-vis de la Russie et à affaiblir un adversaire qui menace l'ordre mondial actuel dominé par les États-Unis.

L'influence chinoise en Afrique

La Chine est présente dans de nombreux pays africains par l'investissement dans des infrastructures (routes, ponts, chemins de fer, centrales électriques etc.), l'extraction des ressources naturelles et l'implantation des projets de développement.

Les échanges commerciaux entre la Chine et les pays africains ont explosé. La Chine importe des ressources naturelles (pétrole, minéraux, bois, etc.) et exporte des biens manufacturés. Elle a aussi investi massivement dans les terres agricoles en Afrique. En outre, elle a noué des liens politiques avec de nombreux pays africains en offrant des prêts à faible taux d'intérêt et des bourses d'études aux étudiants. Cette politique chinoise a certes permis de gagner en influence sur le continent africain, mais a suscité des conflits avec les anciennes puissances concurrentes occidentales.

L'influence récente des pays du Golfe arabe, de la Turquie et de l'Iran

Depuis quelques années, les pays du Golfe (principalement l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar) ainsi que l'Iran ont commencé à utiliser leurs importantes richesses pétrolières pour soutenir des alliés idéologiques et géopolitiques et gagner en influence. Ces pays ont pratiqué du chantage et des menaces de suspendre ou de révoquer l'aide en cas de divergences politiques (exemple du Liban, du Pakistan, du Soudan, de la Tunisie, etc.). Ils ont aussi promis des investissements structurants dans ces pays. Ces promesses sont restées parfois vaines.

Les pays arabes qui ont connu les révolutions (la Tunisie, la Libye, l'Égypte, le Soudan et la Syrie) ont subi cette influence. Ils se sont plongés dans une crise économique et politique profonde. Ces pays se sont endettés de plus en plus pour boucler leur budget sans investir dans l'infrastructure et dans les secteurs productifs. Cette situation a accentué la dépendance de ces pays qui se sont retrouvés dans une position vulnérable aux influences étrangères.

Cas des investissements dans les ressources naturelles en Afrique

En août 2025, l'État guinéen a procédé à la révocation de la concession de bauxite détenue par la Guinea Alumina Corporation (GAC), filiale d'Emirates Global Aluminium (EGA), en raison du non-respect des obligations contractuelles. La convention initiale stipulait que l'exploitation du gisement devait être accompagnée d'investissements substantiels dans la construction d'une raffinerie d'alumine, condition considérée comme essentielle à la stratégie nationale de valorisation locale des ressources. Or, en dépit de plusieurs années d'activité, aucune démarche effective n'a été engagée par la société en vue de réaliser cette infrastructure. Cette défaillance a été interprétée par les autorités comme une violation manifeste de l'esprit et de la lettre du contrat, ainsi que du code minier guinéen, ce qui a conduit à la résiliation de la concession et à son transfert à une entreprise publique nouvellement créée, Nimba Mining SA.

Les pays du Golfe arabe, la Turquie et les pays occidentaux ont accentué leur influence dans cette région en utilisant tous les moyens à leur disposition, qu'ils soient économiques, politiques, diplomatiques ou même militaires. En dépit de ces influences exercées, la Tunisie a récemment réussi à adopter une neutralité politique sans prendre position en faveur de l'une ou l'autre des parties.

L'influence des institutions internationales

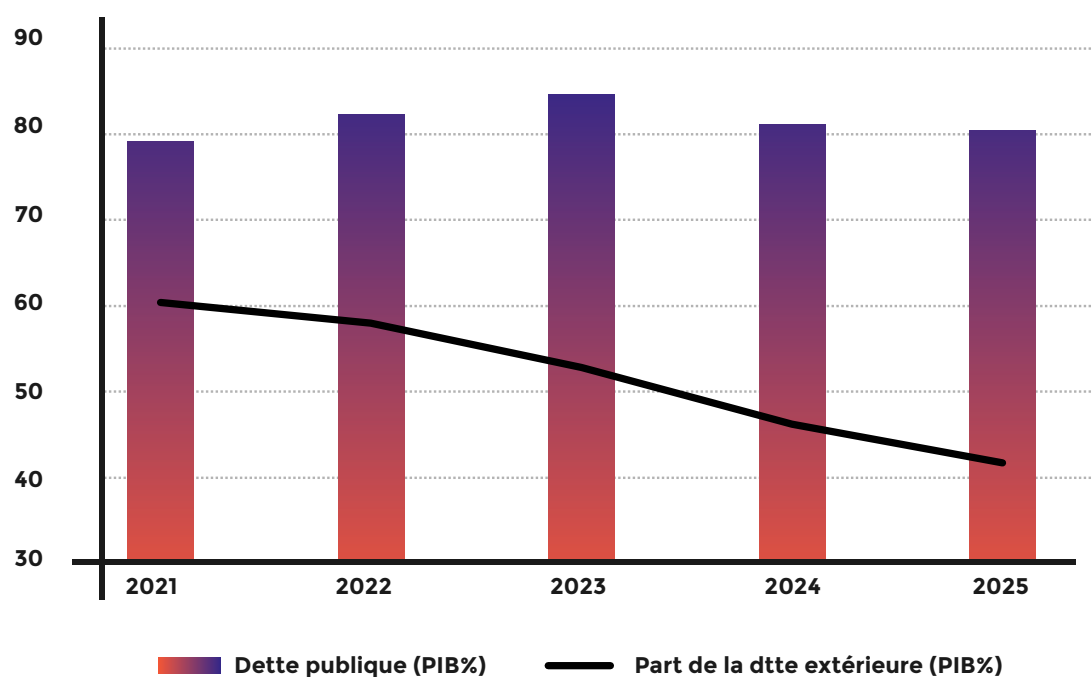
La Tunisie et surtout l'Égypte ont besoin de financement pour équilibrer le budget dans un contexte caractérisé par une croissance économique faible. Elles se sont principalement tournées vers les capitaux étrangers. Ce financement n'a pas permis à ces pays de sortir du piège de la spirale de l'endettement et a conduit au contraire à un approfondissement de la crise. Le surendettement non accompagné de l'exécution de plan de relance économique a augmenté la fragilité et la dépendance économique et politique de ces pays. Ils sont passés de pays relativement souverains à des pays fortement endettés, dépendant des aides internationales et soumis aux influences étrangères. Les institutions financières internationales dominées par les puissances mondiales ont accordé des prêts importants à ces pays pour financer la consommation (dépenses de fonctionnement) aux dépens des investissements, ce qui a conduit à une faible croissance et à un niveau

d'endettement élevé. Cette dette, qualifiée de corrosive, n'a fait qu'enfoncer ces pays dans la dépendance et la domination.

De plus, les agences de rating ont baissé la note souveraine de ces pays, ce qui a fait augmenter le prix de l'emprunt. Devant cette situation, la Tunisie a rompu avec ces institutions et a opté pour une stratégie de « compter sur ses propres moyens ».

Cette stratégie a conduit à une transformation de la composition de la dette publique. Tout en restant élevée (80,5% du PIB prévus dans la loi de finances en 2025 contre 79,2% en 2021), la composition a fortement changé. En effet, la part de la dette publique extérieure a fortement diminué en seulement quatre années, passant de 60,4% en 2021 à 41,7% en 2025.

Bien qu'il y ait des risques liés à l'endettement intérieur (effet d'éviction et pressions inflationnistes), la Tunisie a choisi cette voie, arbitrant en faveur de la souveraineté, mais aussi la réduction d'une crise de la dette telle que connue par les pays en développement dans les années 1980.



Crises de la dette des années 1980

Les crises de la dette des années 1980 dans les pays en développement résultent d'un recours massif à l'endettement extérieur durant les années 1970, facilité par l'abondance de liquidités internationales et des taux d'intérêt faibles, dans l'idée que la croissance future permettrait d'assurer le remboursement. Mais la hausse brutale des taux d'intérêt américains au début des années 1980, conjuguée à la chute des prix des matières premières et au ralentissement de la croissance mondiale, a fortement alourdi le service de la dette et réduit les recettes d'exportation de nombreux pays. L'incapacité du Mexique à honorer ses paiements en 1982 a déclenché une crise systémique qui a rapidement touché l'ensemble de l'Amérique latine et plusieurs pays africains, contraints de recourir à des programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale, au prix de profondes récessions et de tensions sociales durables.

LE RISQUE DE PERTE DE LA DOMINATION DES ÉTATS-UNIS A ACCENTUÉ LE CAPITAL CORROSIF ET LES CONFLITS

Les États-Unis d'Amérique sont considérés comme la plus grande puissance économique du monde, grâce à leur innovation technologique, leur large marché intérieur, leur position géographique et leur influence sur les marchés financiers mondiaux. Ils exercent aussi une grande influence via les conseils d'administration des organisations internationales comme l'ONU, l'OTAN, la BM et le FMI. La présence de bases militaires US dans les quatre coins du monde a permis d'imposer des zones d'influence.

Cependant, aujourd'hui, cette domination est contestée par d'autres pays comme la Chine et la Russie. Les dynamiques géopolitiques évoluent et les États-Unis risquent de perdre ce monopole. En effet, depuis plus de deux décennies, plusieurs économistes ont montré que l'empire américain est en déclin et qu'il joue un rôle international moins important que les décennies précédentes. Alors que d'autres jugent que ce constat est exagéré et que la puissance des États-Unis recommence à chaque fois qu'elle paraissait affaiblie. Certains analystes estiment que la nouvelle administration américaine cherche toujours à consolider sa position géopolitique et à contrer l'influence croissante des pays du BRICS et surtout de la Chine dans divers domaines et dans diverses régions, ce qui accentue les conflits et les tensions. En effet, les États-Unis veillent à maintenir leur influence sur la scène internationale, tandis que les pays du BRICS aspirent à renforcer leur position et à promouvoir un ordre mondial multipolaire. Cette situation conduira à des guerres commerciales et à une concurrence technologique de plus en plus importante.

Trois orientations politiques illustrent ces mécanismes. Tout d'abord, l'arrêt de l'aide au développement commence à avoir des conséquences sur certains pays africains n'ayant pas les ressources financières pour se prémunir contre les épidémies et financer les dépenses de développement. Les pays en développement se voient dans l'obligation de s'aligner sur les positions américaines ou alors de donner des concessions des ressources naturelles en contrepartie de la reprise de l'aide. Ensuite, l'implication des États-Unis pour stopper les conflits est conditionnée à un contrôle des ressources (exemple : le conflit entre la RDC et le

Rwanda). Enfin, les droits de douane imposés en 2025 de manière discriminatoire ont pour conséquence d'obliger les pays à s'aligner politiquement (par exemple, la surtaxe des États-Unis sur les produits indiens importés, fixée à 25% depuis le début du mois d'août 2025, est passée à 50%).

RECOMMANDATIONS

L'analyse de la relation entre capital corrosif, dépendance économique et dynamique géopolitique nous a permis de tirer principalement cinq recommandations pour l'économie tunisienne :

Il est certes important d'éviter les capitaux corrosifs en choisissant les bonnes sources d'aide financière pour financer l'investissement, mais il est crucial d'adopter une stratégie économique qui génère plus de croissance tout en assurant la stabilité macroéconomique. La création de la richesse est la clef de sortie de la crise et de la dépendance vis-à-vis des autres pays étrangers.

Il est recommandé de maintenir une politique étrangère la plus neutre possible pour éviter les conflits et les représailles.

La composition de la dette n'est pas neutre. Le financement des dépenses publiques de fonctionnement libellées en dinars (salaires des fonctionnaires, dépenses de gestion, etc.) doit être fait par la dette intérieure. La dette extérieure devra financer les investissements productifs (infrastructure, éducation, santé, etc.) générateurs de croissance économique.

Il est important de mener une réforme de l'administration publique qui vise à améliorer la qualité des services rendus au citoyen tout en maîtrisant les coûts. Il est recommandé de mener une stratégie qui obligerait les administrations à publier les objectifs et les actions à mettre en œuvre.

Il est essentiel de signaler que le déficit des entreprises publiques a grevé davantage le déficit budgétaire et a contribué au surendettement. Une vision sur le rôle de ces entreprises, une meilleure gouvernance interne, une rationalisation des structures chargées du suivi et une création d'une structure unifiée chargée de la gestion du portefeuille de l'État contribueraient nécessairement à réduire le déficit budgétaire et par conséquent le capital corrosif.

asectu.contact@gmail.com
Résidence Yosr, Apt B5 Avenue Hédi Nouira, 2037 Enaser

Ce Policy Brief est soutenu par Savoirs éco, projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France qui vise à appuyer les Structures Productrices de Savoirs à vocation Économique (SPSE) en Tunisie.